

# Effectifs: les profs remontent au front

**Pour la première fois depuis sept ans, les syndicats ont appelé à une grève nationale, notamment contre les suppressions de postes.**

Vendredi midi, les professeurs du lycée Edouard-Branly à Créteil figolaient leurs banderoles. L'une d'elles dit: «Peur des réformes en cours, pas de nos élèves.» Ce lundi, ils ont rejoint leurs collègues grévistes, mobilisés principalement contre les suppressions de postes (2650 dans les collèges et lycées publics, 400 dans l'administration). Evacuons l'épineuse question des chiffres: selon le mi-

nistère, quelque 10 % des personnels étaient en grève (moins de 9 % dans le premier degré et près de 14 % dans le second). Les syndicats, qui pour la première fois depuis sept ans lançaient un appel unitaire, voient plus grand: selon le Snes-FSU, près d'un enseignant sur deux dans le secondaire était en grève, quand le syndicat des enseignants Unsa et le SnuiPP-FSU estimaient à 25 % le nombre de grévistes dans le primaire.

«**Inquiets**». «Nous ne retenons que ceux qui devaient travailler ce jour-là, quand le ministère rapporte les grévistes au nombre total des personnels, explique Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. Cette

grève est significative: beaucoup de collègues sont d'accord avec la mobilisation mais ils sont sûrs que d'autres mauvaises nouvelles vont arriver, donc ils ont du mal à perdre d'ores et déjà une journée de salaire.»

Le président du Syndicat national des lycées et collèges, Jean-Rémi Girard, ne dit pas autre chose: «Il y a plus qu'un mécontentement. Les suppressions de postes vont se poursuivre dans les années à venir, alors qu'on va avoir plus d'élèves [le service statistiques du ministère évalué à 40 000 le nombre d'élèves supplémentaires par an jusqu'en 2021 dans le secondaire, ndlr]. La réforme des retraites se profile aussi, et, comme dans l'éducation nationale, on a très peu de

primes, on est très inquiets. Si le gouvernement passe en force, ça va faire mal.»

«**Démotivation**». Dans le cortège parisien se trouvait Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU: «Il y a une difficulté du métier qui est croissante, on l'a vu avec le mouvement "Pas de vague", c'est un métier difficile, où on manque déjà de personnel... Les annonces du ministre de la Fonction publique et le brouillard autour de la réforme du lycée et de l'enseignement professionnel sont des motifs d'inquiétude. On nous donne l'apparence de l'écoute, mais nous ne sommes pas entendus.»

Francette Popineau, cosecraétaire

du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, où le gouvernement prétend pourtant mettre le paquet, abonde: «Pour que l'école progresse, il faut investir en elle, pas déshabiller Pierre pour habiller Paul. Ce n'est pas vrai qu'il y a une priorité au primaire: il y a une priorité à la mesure phare, les doubléments de CP-CE1. On ne consulte pas les personnes qui vont mettre en œuvre les réformes. [...] Les programmes datent de 2015-2016, on les change déjà. Tout ça génère de la démotivation dans un métier devenu complexe. Aujourd'hui, beaucoup sont venus dire: c'est fatigant de ne pas savoir où on va.»

**KIM HULLOT-GUIOT**